

The logo for 'la cgt' is displayed on a red background. 'la' is written in a white, cursive script, while 'cgt' is in a bold, white, sans-serif font.

Organismes
Sociaux

Adresse aux salariés

Le contrat Sarkozy : «Antisocial» pour les salariés, «Nantisocial» pour les plus favorisés !

Si l'on résume les propos de Sarkozy et son gouvernement, cela revient à dire que les privés d'emploi ne sont que tricheurs, que les malades ne sont qu'imaginaires, les retraités des régimes spéciaux des privilégiés, et les pré et retraités en général des profiteurs oisifs.

A contrario, les contribuables les plus aisés sont durement touchés par une fiscalité antisociale qui prétend pendre plus aux riches pour épargner les plus pauvres.

C'est ainsi qu'est né cet été le « bouclier fiscal » restituant quelques 13 milliards d'euros à ces pauvres nantis, première pierre au contrat Sarkozy.

Aujourd'hui, il entend poursuivre son édifice en s'attaquant à la protection sociale dans son ensemble.

Fusion ANPE/ASSEDIC

Sous couvert de mettre le demandeur d'emploi au cœur du dispositif, on crée un nouvel organisme chargé de prononcer les sanctions et rendre les statistiques conformes aux objectifs du plein emploi.

Franchises médicales

Présentées pour financer les plans Cancer et Alzheimer, responsabiliser les malades qui entendent se soigner, quatre franchises médicales devraient venir se rajouter au ticket modérateur, forfait hospitalier, forfait un euro par acte médical et dépassements d'honoraires.

Régimes spéciaux de retraite

Sous couvert d'équité et de perspectives d'équilibre budgétaire, le gouvernement entend sonner le glas des régimes spéciaux.

Financement des retraites

Dès 2008, le gouvernement lancera l'offensive sur l'âge de départ à la retraite, la durée de cotisations et le niveau des pensions.

Nous, salariés de la protection sociale ne pouvons être dupés.

Nous sommes bien placés pour mesurer que le chômage tient en l'absence d'emplois stables et pérennes et qu'il suffit d'observer le nombre de demandeurs d'emplois en activité réduite (temps partiel imposé, employeurs multiples, missions intérim, etc...) pour savoir que la quasi totalité des travailleurs privés d'emploi que nous recevons n'aspire qu'à trouver un emploi pérenne qui n'existe pas.

Nous sommes donc bien placés pour savoir que les remboursements de toute sorte (franchises, forfaits, dépassements d'honoraires etc...) ne résolvent en rien la question de l'équilibre financier de la sécurité sociale et qu'ils entraînent des renoncements aux soins.

Au fond, ce que cachent ces mesures, c'est la fin de notre système de sécurité sociale solidaire basé sur le principe de payer en fonction de ses moyens, pour recevoir en fonction de ses besoins.

Nous sommes tout aussi bien placés pour savoir que l'équilibre financier des retraites ne peut s'appuyer sur la remise en cause des régimes spéciaux qui représentent 5,5 % des retraités et contribuent au système de compensation au même niveau que le régime général.

Nous sommes donc bien placés pour dénoncer la démagogie du « contrat Sarkozy » et de son propos qui n'a aucun fondement économique, mais des objectifs politiques très clairs : ceux du MEDEF.

C'est antisocial !

C'est intolérable !

La CGT a des propositions, des solutions alternatives qui s'appuient sur la justice sociale, les solidarités et l'effectivité des droits fondamentaux.

Le contrat Sarkozy acte la rupture sociale et nous éclaire, s'il en était besoin, de la véritable lutte de classe dans laquelle gouvernement et patronat sont engagés.

La riposte s'impose, la Fédération Nationale CGT des Personnels des Organismes Sociaux appelle à s'inscrire dans toutes les initiatives pouvant permettre de construire le rapport de force pour faire échec à la politique mise en œuvre.

Le 13 octobre, la manifestation nationale initiée par la FNATH et L'ANDEVA, soutenue par la CGT et la Fédération des Mutuelles de France constitue l'occasion de porter l'exigence d'une transformation des conditions de travail, d'une autre politique de prévention, d'une réforme du financement de la sécurité sociale et du refus des mesures régressives du gouvernement.

Dès à présent, il convient d'engager le débat avec les salariés pour créer les conditions de mobilisation, s'inscrire dans la journée d'action du 18 octobre, décider dans les territoires avec les Unions Locales, les Unions Départementales les formes d'actions possibles ce jour là, pour informer la population de la casse organisée de notre protection sociale solidaire au profit des marchés financiers.

Les salariés de la protection sociale sont acteurs de la vie de nos organismes. Aujourd'hui, plus que jamais, il faut qu'ils deviennent décideurs de leur avenir avec tous les salariés de notre pays.

Adresse aux salariés